

soviétiques détermineront eux-mêmes l'avenir politique et économique de leur pays.

Quelle que soit la future forme d'association entre les républiques soviétiques et les décisions que celles-ci prendront concernant leurs liens avec Moscou, une chose est claire: la situation économique en Union Soviétique s'aggravera probablement avant de s'améliorer. L'hiver prochain pourrait être particulièrement difficile, les grandes villes et d'autres régions étant confrontées à diverses épreuves et à des pénuries alimentaires.

Le Canada est prêt à venir en aide. Le 29 septembre, le premier Ministre a annoncé une série de propositions et d'initiatives importantes visant à atténuer les problèmes à court terme et à intégrer aussi rapidement et efficacement que possible l'Union Soviétique, ainsi que les pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est, au système international de commerce et de paiements. Il y a deux semaines à peine, le premier Ministre a également annoncé un vaste ensemble de mesures destinées à remplir un engagement pris par les participants au Sommet de Londres.

Dans nos efforts pour aider les peuples de l'Union Soviétique à effectuer la transition vers la démocratie et une économie de marché, nous devons tenir compte des États baltes nouvellement libérés et des pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est, qui se sont généralement engagés plus rapidement et plus résolument que l'Union Soviétique dans la voie de la réforme. Après cinquante ans d'intégration illégale, de facto, à l'Union Soviétique, la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie sont maintenant libres de poursuivre leurs propres destinées. Les ambassadeurs du Canada auprès des républiques baltes ont déjà présenté leurs lettres de créance, et les programmes canadiens d'aide technique sont en voie d'élaboration et de mise en oeuvre.

Répondre aux problèmes économiques urgents de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est ne constitue qu'un élément du dossier européen. Un autre élément essentiel est la sécurité. La fin de la guerre froide et la chute des gouvernements totalitaires ont, dans certains cas, ravivé les tensions ethniques, nationalistes et anti-sémites. Bien que la Yougoslavie en soit l'exemple le plus extrême, les forces réprimées du nationalisme ethnocentrique, qui peuvent susciter l'exclusion et la division, sont présentes ailleurs aussi.

Le Canada est un ardent défenseur du contrôle des armements et des mesures de désarmement. Cela constitue un aspect important des efforts que nous déployons pour assurer la stabilité. Au cours des douze derniers mois, nos activités de contrôle des armements se sont appuyées sur l'initiative lancée par le premier Ministre en réaction à l'agression de l'Iraq dans le Golfe. À la suite de l'annonce de cette initiative, en février, nous sommes intervenus auprès de nombreuses instances. Grâce aux efforts du Canada au sein de l'OEA, de la Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), de l'OTAN, du G-7 et du Commonwealth, nous prenons activement part au